

La francophonie dans l'actualité : le cas de la presse libanaise

Guillaume LAVALLÉE

*Faculté de Philosophie
Université Laval (Québec)*

Dans un ouvrage paru en 2001, le chercheur Gilles Kraemer conclut que la presse francophone méditerranéenne (Maroc, Algérie, Tunisie, Val d'Aoste, Égypte et Liban) joue un rôle politique, économique, social et culturel au niveau national qui n'est pas assumé par la presse de langue nationale (l'arabe ou l'italien), de même qu'elle est un des principaux acteurs du développement d'une conscience méditerranéenne favorisant la paix et la coopération. Le bât blesse cependant lorsqu'il est question du rôle de cette presse quant à l'émergence d'une francophonie dont l'objectif serait de contrebalancer le nouvel équilibre mondial¹. Suivant Kraemer, le renforcement de la francophonie méditerranéenne passe par des exemples comme celui du quotidien libanais *L'Orient-Le Jour* dont la couverture du Sommet de la Francophonie de Hanoï en 1997 aurait été « *la plus variée et la plus exhaustive* »². Étrange hasard puisqu'au même moment, le Liban obtenait le mandat d'organiser le Sommet de la Francophonie de 2001 qui, pour des raisons justement relatives à l'ordre mondial, a été reporté en octobre 2002. Pourquoi *L'Orient-Le Jour* fait-il une si bonne presse à la Francophonie ?

Contrairement à la presse algérienne qui a maintes fois insisté sur le caractère néo-colonialiste de la Francophonie, la presse libanaise francophone semble y voir une possibilité d'émancipation. Cette distinction repose certes sur des facteurs historiques non négligeables. La colonisation algérienne et la

lutte pour la souveraineté nationale qui y a mis un terme ont peu à voir avec les Libanais qui se sont tournés vers Paris pour se protéger des persécutions ottomanes. Voire, la fin du mandat français au Liban a été beaucoup moins tumultueuse au Liban que dans son pays voisin, la Syrie. Depuis, le Liban a tout de même connu une guerre civile sanglante et cherche à se reconstruire en reconquérant sa souveraineté non de la France, mais par rapport à ses pays voisins. Pour un pays dont la réconciliation nationale entre chrétiens (maronites, grecs-catholiques, grecs-orthodoxes) et musulmans (sunnites, chiites et druzes) n'est pas achevée ; où les puissances régionales que sont Israël (conflits israélo-palestiniens³, échanges de tirs entre le Hezbollah et l'armée israélienne dans les hameaux de Chebba⁴, différends concernant la source de la rivière Wazzani⁵) et la Syrie (occupation militaire et contrôle politique de Beyrouth à partir de Damas⁶) n'ont cessé de s'entre-déchirer⁷ ; qui craint une guerre et ses répercussions en Irak ; qui voit sa jeunesse rejoindre les rangs de la diaspora aux quatre coins de l'Afrique, du Brésil, de la France et de l'Amérique du Nord et dont le remboursement d'une dette extérieure de 30 milliards de dollars américains passe par les conférences internationales comme Paris-2⁸, on peut s'interroger sur ce que signifie exactement la Francophonie. Comment s'insère-t-elle dans ce tissu déjà complexe de l'actualité libanaise ? Est-elle un gage d'émancipation pour le Liban et plus particulièrement pour le lectorat de *L'Orient-Le Jour* ?

Le miracle libanais ?

Contrairement aux pays du Maghreb qui ont connu des politiques d'arabisation, le Liban serait le seul pays arabe où la langue française est en expansion. Sans revenir sur l'histoire des premiers Jésuites et des Capucins, de même que sur la défense des maronites par Napoléon III et les débuts de la mission laïque française en 1909, on peut se demander si la langue française reste l'apanage des communautés chrétiennes du pays. Selon l'étude coordonnée par le père Sélim Abou, recteur de l'Université St-Joseph, 49,3% des francophones libanais sont maronites et 71,4% chrétiens⁹. Cette étude part d'un échantillonnage de la population francophone. Pour des raisons politiques, aucun recensement n'a été effectué depuis 1932. Selon les données de l'époque cependant, 51,2% de la population libanaise appartenait à différentes confessions chrétiennes, alors que les estimations privées du *Financial Times* datant de 1984 font état de 42,7%¹⁰. Malgré l'augmentation en nombre de la population chrétienne au Liban – à distinguer de la diminution de sa

proportion – la question est de savoir si le fait francophone dans les communautés chrétiennes suffit pour justifier l'expansion du français au Liban. Si les chrétiens maronites constituent à eux seuls la moitié des francophones du Liban, il n'en reste pas moins que plusieurs d'entre eux se sont sentis trahis par la France dans la guerre civile d'où, peut-être, un usage croissant de la langue anglaise.

La plus forte avancée du français se fait dans la communauté chiite, laquelle a aujourd'hui le poids démographique le plus important au Liban. Comme le fait remarquer Samir Kassir, ancien rédacteur en chef du défunt *Orient-Express*, à présent éditorialiste au quotidien *An Nahar*, la guerre civile a sauvé la Francophonie au Liban. L'exode de citoyens vers la France et l'Afrique (notamment la communauté chiite) a permis de sauver le français. Une partie de la population revenue d'Afrique francisée a cherché à maintenir et à développer sa connaissance et son usage du français. À cette extension confessionnelle de la Francophonie libanaise s'ajoute un effet de génération, le nombre de francophones au sein des familles doublant d'une génération à l'autre¹¹. Le fait francophone s'immiscerait dans une classe moyenne qui fait un usage familial et social de la langue française. Si l'usage du français se répand, il est toutefois à se demander ce qu'est aujourd'hui la classe moyenne au Liban ? Selon Antoine Haddad, le Liban d'après-guerre se caractériserait par deux nouveaux acteurs sociaux, à savoir les nouveaux riches et les nouveaux pauvres, ces derniers étant issus d'une classe moyenne aujourd'hui à la dérive¹². Mais qui donc débourse 2000 livres pour son journal francophone quotidien ?

Les Libanais francophones – dont la plupart sont bilingues, voire trilingues – s'informent majoritairement en arabe pour ce qui est de la presse locale, mais en français pour ce qui est de la presse étrangère. Autrement dit, 47,7% des Libanais francophones qui lisent la presse locale ne s'intéressent qu'aux journaux arabes, alors que 11,4% ne s'intéressent qu'à la presse francophone. Bilinguisme arabe-français oblige, 36,2% des citoyens libanais francophones oscillent entre la presse arabe et la presse francophone¹³. Ces statistiques ont ceci d'intéressant que plus du quart des personnes interrogées par l'équipe du père Sélim Abou disent ne pas lire la presse locale. Proportion qui double lorsqu'il s'agit de la presse étrangère. En fait, la presse francophone libanaise ne suffit pas au lectorat francophone. Celui-ci se tourne vers un quotidien comme *An Nahar* pour ce qui est de l'information nationale et régionale sans néanmoins porter le même intérêt aux quotidiens panarabes comme *Al-Hayat* ou *Al-Quds-al-Arabia*. De plus, une part significative de la population francophone ne lit ni la presse locale ni la presse étrangère, qu'elle soit ou non

francophone. À ces enjeux intellectuels et sociaux, s'ajoute l'épineuse question confessionnelle. Car si le français est quantitativement en progression dans la communauté chiite, rien n'indique qu'il l'est qualitativement, voire que ce lectorat potentiel se reconnaît dans *L'Orient-Le Jour* d'origine chrétienne.

Le primat de la presse arabe beyrouthine et le faible taux de pénétration de la presse francophone dans la population francophone permettent de circonscrire par la négative le lectorat de *L'Orient-Le Jour*. Ce dernier serait issu d'une certaine élite financière et culturelle. À quoi il faut ajouter le personnel diplomatique en place à Beyrouth, de même qu'un lectorat parisien car le journal est distribué quotidiennement dans certains quartiers de Paris. Selon Elie Masbounie, correspondant de *L'Orient-Le Jour* à Paris, le lectorat à distance, à savoir ici celui qui se rapporte à la version papier plutôt qu'à la version Internet, est composé à 90% de Parisiens d'origine libanaise (les 10% restant étant de l'ordre du corps diplomatique, du monde des affaires et de gens – spécialistes ou non – qui s'intéressent au Proche-Orient¹⁴. Que ce soit à Paris, Beyrouth ou Baabda, le lectorat de *L'Orient-Le Jour* participerait de l'élite culturelle et/ou financière du pays ou de la diaspora. « Participerait ». Le verbe est utilisé au conditionnel, car tant qu'il demeurera le seul quotidien francophone de Beyrouth, *L'Orient-Le Jour* conservera le monopole de la définition des élites culturelles et financières francophones, et donc de l'information haut de gamme.

Du choc des civilisations au dialogue des cultures

L'analyse de Gilles Kraemer sur la presse francophone en Méditerranée se conclut sur le constat que l'identité francophone reste en devenir. Identité instable dans le bassin méditerranéen puisque la Francophonie est souvent perçue comme un vestige du colonialisme plutôt que comme une entreprise salvatrice. Même au Liban où la presse est manifestement enjouée par le défi que pose la Francophonie – ce qui ne l'empêche pas et ne doit pas l'empêcher d'être critique – l'identité francophone reste fragile. Écartelé entre la famille, la confession et la nation, que signifie l'appartenance à cette Francophonie ? Car contrairement à l'anglais, considéré par plusieurs comme un langage utilitaire, le français se veut porteur d'un certain humanisme, d'une ouverture sur le monde occidental et ses œuvres culturelles¹⁵. Depuis Senghor, la Francophonie a sans cesse cherché à montrer la multitude de ses voix, de ses accents et de l'apport de chacune des cultures à un humanisme. Mais le « dialogue des cultures », thème du dernier sommet

tenu à Beyrouth qui a une plus-value symbolique indéniable dans le contexte mondial actuel, est-il un enjeu secondaire pour le Liban ? Le véritable dialogue est-il plutôt d'ordre politique et/ou économique ?

Partant d'un corpus d'une centaine de nouvelles, de six entrevues et d'une dizaine de textes d'opinion tirés de *L'Orient-Le Jour* entre août et octobre 2002, il s'agit ici de lier les préoccupations du Liban d'aujourd'hui aux rôles politique, économique, social et culturel que la Francophonie entend jouer et ce, pour comprendre ce qui pousse le Liban, et plus précisément la part francophone du pays, à faire une si bonne presse à la Francophonie. Autrement dit, quels sont les intérêts et les enjeux politique, économique, culturel et social des Libanais francophones à l'égard de la Francophonie ? Comment pénètrent-ils le champ de l'information produite par un quotidien qui s'adresse à une élite francophone qui, du moins théoriquement, n'est plus l'apanage des seuls chrétiens.

Selon *Le Monde*, le Sommet de la Francophonie aurait reçu un invité qui s'est imposé de lui-même (il ne s'agit pas de l'Algérien Bouteflika, ce dernier ayant été invité par Émile Lahoud¹⁶, à savoir l'actualité internationale¹⁶. Reste à savoir ce que ce terme a signifié et signifie aujourd'hui au Liban. Si en temps de guerre, l'actualité ne connaît plus de frontières entre ce qui relève du national, du régional (Proche-Orient) et de l'international, reste à savoir ce qu'il en est des barricades en après-guerre ? Théoriquement, l'international concerne d'abord l'Europe et l'Amérique rime davantage avec national ou régional au Liban. La question irakienne et le conflit israélo-palestinien – exception faite lorsqu'il se transpose au Liban – sont de l'ordre de l'actualité régionale, alors que les conflits à propos des eaux de la Wazzani et des fermes de Chebaa, de même que de la crise économique et de l'occupation syrienne, semblent être d'ordre national. « Semblent » car là encore, ces problèmes s'inscrivent dans une dynamique plus large qui ne relève pas exclusivement de la politique nationale et c'est là tout l'intérêt d'un sommet comme celui de la Francophonie pour la presse francophone libanaise.

La francophonie culturelle

Des 120 articles recueillis entre août à octobre 2002, *L'Orient-Le Jour* en consacre 60 au domaine culturel, c'est-à-dire à des manifestations artistiques ou des conférences, des discours qui traitent de ces questions et des us et coutumes des différents pays de la Francophonie. L'information culturelle a ceci de particulier qu'elle ne renvoie jamais à

l'actualité régionale et qu'elle tâche explicitement de montrer la pluralité au sein même de la Francophonie. Théâtre, danse, musique, bande dessinée, photographie ; Togo, Vietnam, Albanie, Roumanie, Gabon, Niger, Québec : le dialogue des cultures fait véritablement la place du choc des civilisations. *L'Orient-Le Jour* ne se contente pas de couvrir les manifestations culturelles sises sur le sol libanais, il dépêche un journaliste au Canada qui aura pour tâche de saisir la portée du fait francophone à quelques kilomètres des lignes américaines. De Saint-Boniface à Ottawa en passant par Montréal, la défense de la langue française à travers le multiculturalisme canadien servira d'aiguillon pour penser le fait francophone dans le multiconfessionnalisme libanais. À quelques reprises, *L'Orient-Le Jour* reviendra sur les performances des artistes libanais au festival de Cahors en France et sur l'expansion et le rôle de TV5 comme médium de diffusion et d'intégration de la diversité culturelle.

Le quotidien beyrouthin ne se limite pas à la couverture des événements culturels et aux reportages outre-atlantique, il cède une partie de son territoire papier à quelques lettrés reconnus tels Amin Maalouf, Tahar Ben Jelloun, Dominique Baudis, etc., qui se relayeront pour définir l'identité francophone. L'Algérien Slimane Benaïssa reprendra quelques-unes de ces lignes éditées chez Plon pour en faire don aux lecteurs de *L'Orient-Le Jour*. « Je parle berbère, je suis. Je parle arabe, je suis heureux. Je parle français, j'en suis fier. Je ne parle pas d'autres langues et je le regrette »¹⁷. L'auteur jette des ponts avec les autres langues et tâche de ne pas faire du français la clé d'accès à l'universel. Approche qui contraste avec celle de Jean-Marie Rouart de l'Académie française pour qui il faut admettre sans être chauvin que la langue française a d'elle-même un contenu esthétique et éthique ayant une portée universelle¹⁸. Mais encore... Peu importe les différences et les nuances apportées par ces intellectuels sur la portée de la langue française et la signification de son usage quotidien et littéraire, il n'en reste pas moins que *L'Orient-Le Jour* a assumé le rôle de tribune sans monopoliser une seule définition de ce que signifie être francophone. Par l'entremise d'auteurs et de diplomates arabes, il a indirectement posé la question de l'identité dans le cadre du bilinguisme arabe-français, voire du trilinguisme arabe-français-anglais ou arabe-français-berbère (amazigh).

La francophonie sociale

Beaucoup moins d'articles sont publiés sur la francophonie sociale ou sur les conséquences sociales de la tenue du Sommet de la

Francophonie au Liban. Vingt-cinq articles sur les 120 répertoriés y sont entièrement ou partiellement consacrés. Mis à part les informations quotidiennes sur les dispositifs de sécurité durant le Sommet, c'est la jeunesse et l'éducation qui prennent toute l'attention. Là encore, l'information régionale est absente. Quant à l'information internationale, elle relève plutôt de discours universalistes de dirigeants, diplomates ou d'artistes que de l'information internationale à proprement parler. Au niveau national, *L'Orient-Le Jour* recentre les questions sociales autour des thèmes de la jeunesse et de la protection des libertés civiques. L'exemple le plus significatif survient dans l'édition du 14 octobre qui revient sur l'évènement « Les jeunes ont la parole », organisé par l'association des anciens des collèges des Saints-Cœurs et soutenu par l'Agence intergouvernementale de la Francophonie. Une simple rencontre entre des élèves de 15 à 19 ans et des dirigeants de la Francophonie, dont Boutros-Boutros Ghali, se transforme en débat sur les libertés publiques au Liban. La jeunesse ramène sur le tapis les évènements du 7 août 2001 où 250 manifestants s'opposant à l'occupation syrienne avaient été emprisonnés. *L'Orient-Le Jour* pose alors la question de savoir s'il faut en vouloir aux jeunes d'en appeler à la liberté d'expression « dans un pays qui perd de jour en jour un peu plus de ce qui faisait sa particularité au Moyen-Orient ». Puis la journaliste de renchérit : « Dommage, avant de recevoir les délégations étrangères, le pouvoir a peut-être sous-estimé l'impact de certains de ses actes. Et il est de ces erreurs impardonnables... »

Cet exemple montre bien l'un des leitmotifs de la couverture de la Francophonie par *L'Orient-Le Jour*. Le quotidien insiste sur le manque de crédibilité du gouvernement libanais en ce que, d'une main, il ratifie les déclarations des pays francophones sur la démocratie et la liberté, mais que de l'autre, il ne garantit pas les libertés civiques à ces citoyens. Pour critiquer les manquements du gouvernement eu égard aux libertés civiques, la presse doit néanmoins maintenir une certaine liberté d'expression. La fermeture de MurrTV et de Radio Mont-Liban à la fin de l'été 2002 ont donné un dur coup aux médias libanais, mais force est de constater que ces interdictions n'atteignent pas la presse écrite, car leurs audiences ne sont pas comparables. Selon Issa Goraieb, rédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour*, la presse francophone libanaise, par essence élitiste, bénéficie d'une tolérance accrue de la part des autorités qui n'est pas partagée par la presse arabe¹⁹. Élitiste, donc, *L'Orient-Le Jour* n'a pas la force de mobilisation sociale de quotidiens comme *An Nahar* ou *As-Safir* dont les tirages et le taux de pénétration dans les milieux sociaux les mettraient en position un peu plus défensive en regard des atteintes

aux libertés d'expression. Peu importe cette distinction entre presse arabe et francophone, la presse libanaise semble pratiquer une politique d'autocensure dans le but de ne pas attiser les susceptibilités confessionnelles. De même, l'atteinte à la sécurité de l'État est passible de poursuites judiciaires auquel aucun quotidien ne veut se voir exposé.

Bien que le thème de la jeunesse soit également abordé à travers quelques articles sur la perception qu'ont les collégiens de la Francophonie et via les propos du Secrétaire d'État canadien pour l'Amérique latine et l'Afrique et la Francophonie, Denis Paradis, concernant l'importance de la jeunesse, c'est la rencontre avec Jacques Chirac qui aura le plus d'impact. Dans une entrevue accordée de Paris et publiée deux jours avant le début du Sommet, soit le 16 octobre 2002, le Président de la République évoque une jeunesse libanaise « *extraordinaire* », « *talentueuse* », « *mais qui manque d'espoir* ». Commentant l'entrevue de Chirac et son discours du 17 octobre au Parlement libanais, le journaliste Michel Touma en appelle à la nécessité de donner espoir aux jeunes dans un pays où la chaîne de télévision MurrTV a été fermée et où les manifestations ne sont plus possibles. Le journaliste rabat la question de l'atteinte à la liberté d'expression à celle du désespoir de la jeunesse et invite à un renforcement de l'organisation internationale de la Francophonie. « *À l'heure où s'ouvre le Sommet de Beyrouth, l'OIF est appelée à mettre en application la déclaration de Bamako, qui prévoit des procédures précises pour surveiller le respect des libertés dans l'espace francophone. Dans le cas du Liban, la presse écrite, contrairement aux médias audiovisuels et aux courants de l'opposition, continue de bénéficier d'une certaine marge de manœuvre. Mais jusqu'à quand ? D'aucuns affirment que dès la fin du Sommet de Beyrouth, le régime reprendra de plus belle sa campagne de répression contre les opposants. L'OIF s'en tiendra-t-elle alors, le cas échéant, à la politique de l'autruche, comme elle l'a déjà fait avec ses pays membres ?* » Le réflexe ici n'est plus de critiquer le manque de crédibilité du gouvernement, mais d'exiger un renforcement politique de l'OIF qui permettrait à une institution extérieure de régler un problème interne, à savoir l'atteinte aux libertés.

La francophonie politique

Si l'actualité proche-orientale n'a pas été abordée lorsqu'il a été question des enjeux sociaux et culturels de la Francophonie, il en va tout autrement lorsque vient le temps de traiter de la Francophonie politique. Dans une entrevue accordée à *L'Orient-Le Jour* et publiée le 15 octobre 2002, le ministre libanais de la Culture et chargé du Sommet de la

Francophonie, Ghassan Salame, déclarait qu'à Beyrouth pour la première fois, la Francophonie aurait à traiter d'enjeux politiques et économiques qui, de surcroît, ont une incidence internationale. Le terme « international » renvoie ici aux problèmes du sous-développement, du terrorisme, de l'instabilité politique de la Côte d'Ivoire, à la résistance face à la mondialisation, mais également à la crise au Proche-Orient. Dans la mesure où le Liban a le « nez » au Proche-Orient, l'international prendra des couleurs toutes locales.

Des 120 articles répertoriés, 69 traitent, du moins en partie, d'évènements ou d'enjeux à caractère politique. Il est vrai que *L'Orient-Le Jour* a suivi son ministre délégué à la Francophonie à l'aéroport international de Beyrouth (accueillant diplomates, dirigeants et délégations), de même qu'il l'a suivi dans ses préparatifs et ses prises de position en regard du devenir de cette organisation internationale comme antichambre de la mondialisation. Mais l'essentiel de la couverture politique de l'évènement et des mois qui le précèdent a trait aux dossiers syriens, israélo-palestiniens, irakiens et du sud-Liban. L'entrevue réalisée par *L'Orient-Le Jour* avec le président Chirac offre un exemple patent des craintes des Libanais francophones et donc des espoirs que nombre d'entre eux portent dans la politisation de la Francophonie. Ici, ce sont à la fois les réponses de Jacques Chirac et les questions posées par la rédaction du quotidien beyrouthin qui servent de matériau à l'interprétation. L'interview retranscrite dans l'édition du 16 octobre 2002 s'ouvre par la question de savoir si le Sommet de Beyrouth se veut une étape vers une francophonie politique apte à se prononcer en bloc sur des problèmes internationaux.

Les 14 questions suivantes porteront exclusivement sur le Proche-Orient partant du Liban pour déboucher sur l'Irak (4 questions) et ce, en passant par l'occupation syrienne, les eaux de la Wazzani et le conflit israélo-palestinien. S'il y avait consensus sur les dossiers irakiens, israélo-palestiniens et de la Wazzani dans la plupart des quotidiens libanais, la question syrienne éveille un peu plus les susceptibilités francophiles. De l'entrevue accordée par Chirac, *L'Orient-Le Jour* retient la partie de la réponse où il est question du respect des accords de Taëf, alors que le quotidien de gauche *As-Safir* – qui a flirté avec les islamistes modérés durant la guerre, mais qui est aujourd'hui d'obédience syrienne – cite le Président de la République lorsque ce dernier déclare : « *Je n'ai pas l'intention de m'ingérer dans les relations entre le Liban et la Syrie. Cette question concerne essentiellement les deux pays.* »²⁰ Enfin, dans une entrevue à la chaîne Future TV, les relations syro-libanaises ne seront tout simplement pas abordées.

Alors que l'entrevue avec Jacques Chirac couvre les axes majeurs des problèmes au Moyen-Orient et aborde de front les problèmes du Liban, celle avec le Premier ministre du Québec Bernard Landry se veut plus sobre. Aucune question n'exige de monsieur Landry une prise de position politique à propos de la crise irakienne ou du conflit israélo-palestinien. La question syrienne est abordée, mais de biais, à l'aune des convictions souverainistes du Premier ministre québécois, la question étant de savoir si le principe de souveraineté auquel s'attache monsieur Landry le fait pencher du côté des opposants à la présence syrienne au Liban. La réponse est prévisible venant de la part du chef du Parti Québécois. Fait intéressant, la question des relations syro-libanaises n'a pas été abordée lors de l'entrevue avec Denis Paradis, Secrétaire d'État canadien pour l'Amérique latine, l'Afrique et la Francophonie, l'accent étant plutôt mis sur la politisation de la Francophonie comme bouclier permettant de protéger les cultures de l'hégémonie, mais surtout sur le droit du peuple à s'exprimer librement et pacifiquement dans le cadre de manifestations.

La question de la présence syrienne au Liban est le plus souvent abordée via des interlocuteurs étrangers. Comme si *L'Orient-Le Jour* assumait la fonction d'un organe diplomatique voué à la défense de la souveraineté libanaise et ce, en cherchant des appuis dans la partie francophone de l'Occident – notamment la France, la Suisse²¹ et le Québec. Car contrairement au conflit israélo-palestinien, à la crise irakienne et au différend sur la Wazzani, lequel relève du droit international, la question de la présence syrienne n'est pas systématiquement abordée par les parlementaires de la Francophonie. Plus du quart des nouvelles à caractère politique ont traité du conflit israélo-palestinien (19/69), alors que moins de 10% d'entre elles (6/69) ont abordé la question syrienne. Le nombre est un mauvais indice car tous les dirigeants qui étaient amenés à passer par Beyrouth se devaient – ne serait-ce qu'en guise de politesse – de jeter quelques rameaux entre l'intifada et les chars d'assaut. De surcroît, *L'Orient-Le Jour* joue sur deux tableaux, la question des libertés sociales étant immanquablement induite comme le corollaire de l'occupation syrienne. *L'Orient-Le Jour* titre fort tout ce qui relève de la question syrienne. Il fait ses choux gras de l'ovation de Chirac à la place de l'Étoile (centre-ville de Beyrouth) qui, dans un discours au Parlement libanais, aurait fait l'éloge de la fraternité libano-française tout en insistant sur le dossier irakien, sur une solution équitable au conflit israélo-palestinien qui inclut la Syrie, le Liban et les réfugiés, mais également sur « le retrait complet des forces syriennes »²². Mais au fait, y a-t-il une différence entre écrire en français

comparativement à l'arabe lorsqu'il est question de l'occupation syrienne ? Selon Samir Kassir, éditorialiste au *An Nahar*, cette prétendue différence est une « vieille légende »²³ à laquelle il ne saurait souscrire. De toute façon, poursuit-il, *L'Orient-Le Jour* ne profite pas de cet avantage supposé.

La francophonie économique

« C'est surtout de crédibilité et de dollars dont le Liban a besoin », note le journaliste Ziyad Makhroul en regard d'une entrevue avec Boutros-Boutros Ghali pour qui le Liban a besoin des siens et de la communauté internationale²⁴. La crise libanaise n'est pas que politique et sociale : elle est économique. La couverture économique de la Francophonie emprunte ainsi deux sentiers qui ne se croisent pas nécessairement. Sur les 27 articles répertoriés ayant au moins une information à caractère économique, plus du quart (7/27) traitent explicitement de la conférence Paris-2 dont l'objectif est le redressement de la situation économique libanaise. L'insistance sur la conférence en question repose sur l'urgence de la crise économique libanaise qui ne menace pas uniquement le Liban, car elle pourrait avoir des répercussions graves sur l'ensemble du Proche-Orient, aux dires de Jacques Chirac. Le « reste » de l'information économique sur la Francophonie traite du salon des affaires, de la nécessité de renforcer la dimension économique des échanges.

Alors que *L'Orient-Le Jour* s'adresse à la communauté internationale pour ce qui est des libertés d'expression et à l'occident francophone, et plus particulièrement à la France, pour ce qui est des relations syro-libanaises, c'est tout de go vers la France qu'il se dirige pour les questions économiques. La question de la francophonie économique est ramenée à celle d'un soutien financier pour le Liban. L'intérêt national est clairement identifié et identifiable. Chirac se servira entre autres de la tribune que lui offre *L'Orient-le Jour* pour inviter les Libanais à endosser les réformes proposées par le gouvernement Hariri. Peu de discours sont attendus de la France sur une coopération financière multilatérale. L'information économique se recentre sur les intérêts nationaux. C'est l'actualité internationale qui en paie le prix. L'entrevue réalisée avec Simon N'Toutoume-Emane, ambassadeur du Gabon au Liban, montre bien le décalage entre les attentes du Liban et celle des pays africains. L'interviewé insiste sur la nécessité de la coopération Nord-Sud. Il est impératif, déclare-t-il à *L'Orient-Le Jour*, que les pays francophones les plus riches soutiennent les efforts des pays les plus déshérités dans les réformes économiques les plus nécessaires à une croissance soutenue,

seule à même d'éradiquer la pauvreté²⁵. Le quotidien s'intéresse aux discours de Ghassan Salame sur le laboratoire de l'altermondialisation que devrait être la Francophonie, mais reste prisonnier des problèmes proprement libanais.

Conclusion

« *La Francophonie, c'est important. Mais le plus important, c'est la France* »²⁶, affirmait le quotidien *An Nahar* en octobre dernier. La France certes, mais pour qui ? « *Si l'on parle de tout le Liban, c'est évidemment la France. Mais pour une partie des Libanais (les chrétiens de la moyenne bourgeoisie et plus), la Francophonie est un référent identitaire, une projection décalée dans le temps d'une France idéalisée* »²⁷. Reste à savoir si le dialogue des cultures permettra d'ouvrir l'identité francophone au monde arabe et vice versa. Selon Ghassan Tuéni, la liberté de la presse est fondamentale pour le développement des identités. Ce fut la presse, dit-il, qui jeta les ponts entre les langues autant que les cultures arabe et française²⁸. Selon Issa Goraieb, rédacteur en chef de *L'Orient-Le Jour*, l'importance accordée à la France n'est que provisoire. « *En attendant cette hypothétique politisation de la Francophonie, c'est bien sûr la France qui importe le plus, surtout à la lumière de l'unilatéralisme américain qu'illustre tragiquement l'actuelle guerre en Irak.* »²⁹ Cette politisation de la francophonie est toutefois ambiguë. Il s'agit d'accorder un poids politique à la Francophonie de façon, d'une part, à contrebalancer l'hégémonie américaine et à ré-introduire, d'autre part, cette nouvelle force politique à l'intérieur même du cadre national de façon à permettre l'émancipation de la société libanaise. Via la notion de « crédibilité », *L'Orient-Le Jour* tente de forcer les acteurs locaux à respecter leurs engagements internationaux. Cette voie est à peu de choses près celle de la diplomatie. Reste à savoir si elle traduit une ambition qui est ou non véritablement nationale.

Si les frontières entre le national, le régional et l'international sont poreuses en temps de guerre, qu'en est-il dans l'après-guerre ? Selon Marc Saghie, responsable du Moyen-Orient au *Courrier International*, la presse libanaise s'est refermée sur elle-même après la guerre. De meilleure, elle est passée à la « *moins pire du monde arabe* »³⁰. Ce repli, du moins ici pour *L'Orient-Le Jour*, est assez patent dans sa couverture de la Francophonie.

Le repli sur soi de la presse libanaise serait-il généralisé ? En fait, *An Nahar* consacre quotidiennement trois pages à la politique arabe internationale ; il en va de deux pour *As-Safir*, de trois pour *Al-Mustaqbal*, de même que pour *Ad-Diyar* et *L'Orient-Le Jour*. En fait, ce panorama

quantitatif de l'actualité internationale ne fournit qu'une partie de l'équation. « Introduire » l'actualité internationale est une chose, mais en « produire » en est une autre. Ainsi de 1993 à 2002, sur les 485 numéros du *Courrier International* étudiés, *An Nahar* a été repris au moins 59 fois, alors que la signature de *L'Orient-Le Jour* n'apparaît qu'à 27 reprises (*As-Safir* et le *Daily Star* se partageant chacun une récolte de 34). Comparativement, les panarabes font presque partie du « décor *Courrier International* » : *Al-Hayat*, quotidien libéral financé par l'Arabie Saoudite est par exemple cité à au moins 335 occasions. Certes, les quotidiens arabes de Beyrouth ont été maintes fois repris depuis le 11 septembre 2001, comparativement à *L'Orient-Le Jour*. Toutefois, la nouveauté est à voir du côté du *Daily Star*. Fondé en 1952 par Kamel Mroue et réactivé en 1996, ce quotidien est de plus en plus fréquenté par les francophones. Reste à savoir si la presse anglophone permettra l'émergence d'une Francophonie méditerranéenne et si, ceux qui se sont sentis « trahis » par la France, trahisons *L'Orient-Le Jour*... ■

Notes

1. Kraemer Gilles (2001), *La presse francophone en méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose et Servédit, p.248.
2. *Ibid.* p.237.
3. Le Liban compterait plus de 300 000 réfugiés palestiniens sur son territoire. Lesquels n'ont pas la nationalité libanaise et se voient refuser l'accès à 72 catégories d'emploi. Lire Pelham Nicolas (1999), *Ne me parlez plus du Liban !*, *Cairo Times* repris dans *Courrier International*, n°450, 17-23/06/99, p.38.
4. Le secteur des fermes de Chebaa sous contrôle israélien depuis 1967 est revendiqué par Beyrouth en regard de la résolution 425 adoptée par le Conseil de Sécurité de l'ONU le 19 mars 1978. Selon cette résolution, Israël aurait dû à l'époque se retirer du Liban et respecter l'intégrité du territoire libanais dans ses frontières internationalement reconnues. Depuis le retrait d'Israël en mai 2000, les fermes de Chebaa restent un secteur contesté, d'où les escarmouches entre le Hezbollah et l'armée israélienne.
5. La source de la rivière Wazzani qui alimente le Lac de Tibériade est à 200 mètres de la frontière israélienne. Concernant les enjeux relatifs à ce conflit, lire l'article de Paul Adams (2002), « Wazzani river at the heart of explosive crisis », *Toronto, Globe and Mail*, 16/10/02, page A11.
6. La légitimité de la présence syrienne dans le Liban d'après-guerre reposerait sur l'ambiguïté des accords signés à Taëf le 22 octobre 1989 et sur le pacte syro-libanais du 21 avril 1991.
7. Corm Georges (1992), *Liban : les guerres de l'Europe et de l'Orient (1840-1992)*, Paris, Gallimard, Folio, p. 200.

8. La conférence Paris-2, dont l'objectif était le redressement de la situation économique du Liban, s'est tenue le 23 novembre 2002 et réunissait 17 pays créanciers et 7 organismes internationaux. Il est à noter que la proposition d'aide canadienne chiffrée entre 140 et 280 millions de dollars passe par le FMI, alors que l'offre de crédit de la France serait de l'ordre de 500 millions d'euros et transite via l'Agence française de développement. Voir Christian Rioux (2002) : « Sauvetage financier du Liban : l'aide du Canada sera conditionnelle », *Le Devoir*, 25/10/02.
9. Abou S., Kasparian, C. & Haddad, K. (1996), *Anatomie de la francophonie libanaise*, Montréal, Éditions AUPELF-UREF, p.68.
10. Repris par Jonhson Michael (1986) dans *Class and client in Beirut*, Ithaca Press, Londres et dans Alem Jean-Pierre et Patrick Bourrat (1991), *Le Liban*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », p.69.
11. *Ibid.* p.108.
12. Haddad Antoine (1998), « Le pays des très riches et des très-très pauvres », *L'Orient-Express*, Beyrouth, repris dans *Courrier International*, n°376, 15-21/01/98, p. 23.
13. Abou S., Kasparian C., & Haddad K. (1996), *Anatomie de la francophonie libanaise*, Montréal, Éditions AUPELF-UREF, p. 92.
14. Entrevue téléphonique avec Elie Masboungie, correspondant de *L'Orient-Le Jour* à Paris, 10/03/03.
15. Abou Selim (1994), « Les enjeux de la francophonie au Liban », dans *Une francophonie différentielle*, Paris, L'Harmattan, p.418.
16. Voir l'article « Le sommet de la francophonie s'achève à Beyrouth », *Le Monde*, 20/10/02.
17. Voir *L'Orient-Le Jour*, 05/10/02.
18. Voir *L'Orient-Le Jour*, 14/10/02.
19. Entrevue écrite, 20/03/03.
20. Voir « Le sommet francophone vu par la presse libanaise », *Le Monde*, 19/10/02.
21. Voir l'article sur l'arrivée à Beyrouth de Franz von Däniken, secrétaire d'État du département fédéral des Affaires étrangères de la confédération suisse, *L'Orient-Le Jour*, 04/10/02.
22. Abou Rizk Tilda (2002), « Une ovation debout place de l'Étoile pour le président Chirac », *L'Orient-Le Jour*, 18/10/02.
23. Entrevue écrite, 22/03/03.
24. Makhroul Ziyad (2002), « Entretien exclusif et portrait du secrétaire général sortant de l'Organisation internationale de la francophonie », *L'Orient-Le Jour*, 14/10/02.
25. « L'ambassadeur du Gabon répond aux questions de *L'Orient-Le Jour* », propos recueillis par Liliane Mokbel, *L'Orient-Le Jour*, 15/10/02.
26. Voir « Le sommet francophone vu par la presse libanaise », *Le Monde*, édition du 19/10/02
27. Entrevue écrite, 22/03/03.

28. Tuéni, Ghassan (2000), « Allocution présentée au colloque Monde Arabe-Francophonie : un dialogue des cultures », organisé par la Ligue des États arabes, l'Organisation internationale de la francophonie et l'Institut du Monde Arabe, le 30/05/00.
29. Entrevue écrite, 20/03/03.
30. Entrevue téléphonique, 03/03/03.

Bibliographie

- About S., Kasparian C. & Haddad K. (1996), *Anatomie de la francophonie libanaise*, Montréal, AUPELF-UREF.
- About Sélim & Haddad Katia (1994), *Une francophonie différentielle*, Paris, L'Harmattan.
- Courrier International* (1993-2002) n°120 à 633.
- Corm Georges (1992), *Liban : les guerres de l'Europe et de l'Orient*, Paris, Gallimard.
- De Bonville Jean (2000), *L'analyse de contenu des médias : de la problématique au traitement scientifique*, Bruxelles, De Boeck.
- Kassir Samir (2000), « Dix ans après, comment ne pas réconcilier une société divisée ? », in *Monde arabe Maghreb-Machrek*, n°169, juil-sept.2000.
- Kraemer Gilles (1995), *Trois siècles de presse francophone dans le monde hors de France, de Belgique, de Suisse et du Québec*, Paris, L'Harmattan.
- Kraemer Gilles (2001), *La presse francophone en méditerranée*, Paris, Maisonneuve & Larose et Servédit.

